

**Conseil économique et social**

Distr. générale
17 août 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité du commerce****Groupe de travail des politiques de coopération en matière
de réglementation et de normalisation****Vingtième session**

Genève, 1-3 novembre 2010

Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire

Coopération en matière de réglementation: projets sectoriels

**Rapport intérimaire sur l'Initiative sectorielle concernant
la sécurité des conduites d'hydrocarbures****Note du secrétariat****Résumé*

Le Groupe de travail s'est déclaré à maintes reprises favorable à une initiative destinée à encourager un renforcement de la coopération en matière de réglementation dans le secteur de la sécurité des conduites d'hydrocarbures, afin de mieux gérer les risques dans ce secteur. Une Initiative sectorielle a été officiellement mise en place en 2009. Elle vise à élaborer une proposition d'objectifs réglementaires communs concernant la sécurité des conduites d'hydrocarbures, sur la base du modèle international de la CEE qui fait l'objet de la Recommandation L (ECE/TRADE/378). Cependant, comme aucun coordonnateur n'a pu être désigné depuis la dernière session annuelle, l'Initiative sectorielle ne s'est pas réunie et n'a rien produit durant l'année en cours.

Le présent document est soumis au Groupe de travail pour examen.

* À sa dix-huitième session, le Groupe de travail a demandé que le secrétariat fasse chaque année le point des travaux accomplis dans le cadre de toutes les initiatives sectorielles (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/18, par. 63). Le présent rapport contient donc des renseignements succincts sur l'état d'avancement de la proposition d'initiative et décrit les principales activités qui ont été menées à bien ou sont en cours.

I. Objet du projet et principaux résultats attendus

1. Les accidents qui se produisent sur les conduites d'hydrocarbures internationales mettent en danger la vie d'êtres humains et l'environnement, causent des pertes considérables et contribuent à engendrer au sein de la population un sentiment d'hostilité à l'égard de ces conduites.
2. À ses seizième et dix-septième sessions, le Groupe de travail s'est déclaré favorable à une initiative destinée à encourager une plus grande coopération en matière de réglementation concernant la sécurité des conduites d'hydrocarbures. À sa dix-huitième session, le Groupe de travail a chargé le groupe de travail informel composé de représentants qui avaient exprimé leur intérêt pour cette initiative de réunir des informations sur les pratiques réglementaires en vigueur dans ce secteur sur les marchés nationaux.
3. Un questionnaire a été envoyé aux organismes de réglementation de 30 pays, parmi lesquels cinq y ont répondu: Bélarus, Brésil, Canada, Kazakhstan et Turquie. Les réponses recueillies ont été présentées à la session annuelle de 2009 (ECE/TRADE/C/WP.6/2009/7, annexe II).
4. Le mandat de l'Initiative a été approuvé par le Groupe de travail à sa session annuelle de 2009 (voir ECE/TRADE/C/WP.6/2009/19, par. 46 et annexe I). L'Initiative sectorielle concernant la sécurité des conduites d'hydrocarbures prévoit maintenant d'élaborer une proposition d'objectifs réglementaires communs relatifs à la sécurité des conduites d'hydrocarbures. Les objectifs réglementaires communs reprendront les principaux éléments définis dans le Modèle international de la CEE faisant l'objet de la Recommandation L (ECE/TRADE/378).

II. État d'avancement des principaux résultats attendus

5. L'Initiative sectorielle doit sélectionner officiellement un coordonnateur, ainsi qu'une équipe d'experts, pour qu'ils élaborent le projet d'objectifs réglementaires communs.

III. Réunions relatives au projet et réunions par téléphone tenues en 2010

6. L'Initiative n'a tenu aucune réunion en 2010.

IV. Progrès accomplis en 2010 et résultats attendus pour la session annuelle

7. Aucun résultat n'est attendu cette année.

V. Responsabilité de la poursuite des travaux

8. Un coordonnateur de l'Initiative sectorielle devrait être nommé pour la poursuite des travaux relatifs à l'Initiative.

VI. Rôle du secrétariat

9. Le secrétariat est disposé à continuer d'aider l'Initiative sectorielle à identifier des points de contact dans les administrations nationales et, de façon plus générale, à élaborer des objectifs réglementaires communs.
